

40.—Taxation des districts d'amélioration de Saskatchewan et d'Alberta, 1941-43

Province et année	Imposition de taxe	Perception de taxes courantes et en souffrance		Taxes à recevoir (courantes et en souffrance)	Propriétés acquises pour taxes	Taxes totales à recevoir et propriétés acquises pour taxes	
		Total	Pourcentage d'imposition			Total	Pourcentage d'imposition
Saskatchewan—¹	\$	\$		\$	\$	\$	
1941.....	592,844	567,926	95.8	1,716,917	126,092	1,843,009	310.9
1942.....	621,170	594,732	95.7	1,717,207	160,414	1,877,621	302.3
1943.....	641,380	807,927	126.0	1,554,204	185,338	1,739,542	271.2
Alberta—²							
1941.....	1,878,384	1,537,869	81.9	5,553,856	3	5,553,856	295.7
1942.....	2,039,600	1,956,360	95.9	5,401,034	3	5,401,034	264.8
1943.....	1,966,296	2,284,376	116.2	4,553,510	3	4,553,510	231.6
Totaux—							
1941.....	2,471,228	2,105,795	85.2	7,270,773	126,092	7,396,865	299.3
1942.....	2,660,770	2,551,092	95.9	7,118,241	160,414	7,278,655	273.6
1943.....	2,607,676	3,092,303	118.6	6,107,714	185,338	6,293,052	241.3

¹ Comprend les taxes du revenu public (provinciales) de \$60,529 (1941), \$60,471 (1942) et \$59,786 (1943).
² Comprend les taxes des services sociaux, de l'éducation et des terres sauvages (provinciales) de \$196,314 (1941), \$193,717 (1942) et \$184,336 (1943). * Non rapportées séparément.

Sous-section 4.—Dettes municipale

L'essor rapide des municipalités canadiennes, ajouté aux demandes et aux responsabilités plus grandes au sujet d'améliorations, d'écoles, d'utilités et autres services ou facilités, a entraîné un lourd fardeau de dettes. Les emprunts au moyen d'obligations ont augmenté rapidement pendant la période de 1900-12 et de nouveau durant la décennie de 1920 et au début de celle de 1930. Depuis 1933, toutefois, ils tendent à diminuer. Plusieurs facteurs importants ont contribué au déclin de la dette municipale, dont n'est pas le moindre en importance la mesure de contrôle exercée par les ministères des gouvernements provinciaux sur les dépenses de capital entraînant des dettes. En outre, il y eut une réduction plus ou moins méthodique pendant les années de crise à la suite de périodes qui ont révélé une expansion injustifiable, réduction qui, avec la demande générale d'un allègement du fardeau des taxes immobilières, a causé une restriction rigoureuse dans les entreprises et les travaux durables exigeant un financement par obligations. Un autre facteur significatif à ce sujet est que la plus grande partie de la dette municipale à long terme est représentée par des obligations du genre à terme ou en séries, lesquelles demandent des remboursements annuels de capital. Tandis que les avantages de la réduction des dettes sont, bien entendu, nombreux, certaines dépenses se sont révélées bien nécessaires dans plusieurs localités pour le renouvellement de l'actif et pour de nouvelles améliorations nécessitées par l'expansion normale et les développements qui ont eu lieu. Celles-ci furent sacrifiées pendant les premières années surtout dans l'intérêt du contribuable; subséquemment, avec la venue de la-guerre actuelle, cette pratique d'ajournement a été continuée sinon étendue de manière à libérer le marché financier afin de permettre au gouvernement fédéral de faire face aux exigences financières occasionnées par la guerre. Toutefois, les municipalités joueront sans doute un rôle important dans la construction et la restauration d'après-guerre, qui devraient se traduire par une reprise sur une assez grande échelle des dépenses de capital. Privées si longtemps, volontairement ou autrement, de programmes d'amélioration, on prévoit que les municipalités tendront naturellement à les inaugurer le plus tôt possible en corrélation avec les principaux plans d'après-